

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DPI – BPUPE – SIC – LL - n° 2015 - **30**

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Commune de OUTREAU

Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B)

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 24 juin 2013 portant nomination de Mme Anne LAUBIES, Sous Préfète hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 juillet 2004 ayant autorisé la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B) à exploiter un incinérateur de boues de la station d'épuration sise 88, Boulevard Chanzy, sur la commune de OUTREAU (62230) ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 octobre 2009 délivré à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B), relatif à l'exploitation d'un incinérateur de boues de la station d'épuration, sis à la même adresse ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 mars 2013 délivré à la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B), relatif à l'exploitation d'un incinérateur de boues de la station d'épuration, sis à la même adresse ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 22 janvier 2015 ;

VU la lettre de l'Inspecteur de l'Environnement en date du 22 janvier 2015 informant le Président de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B) de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 9 décembre 2014 sur le site précité, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté que la surveillance des rejets atmosphériques en continu pour l'ammoniac et en semi-continu pour les dioxines et furannes ne sont pas mis en place ;

CONSIDERANT que l'Inspecteur de l'Environnement a constaté le non respect de l'article 4 (Surveillance des rejets atmosphériques) de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 mars 2013 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B), pour ses installations sises à OUTREAU, de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 mars 2013 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}: OBJET

La Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B) dont le siège social est situé Boulevard du Bassin Napoléon – BP. 755 - 62321 BOULOGNE SUR MER, est mise en demeure, pour l'exploitation d'un incinérateur de boues de la station d'épuration située 88, Boulevard Chanzy 62230 OUTREAU, de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 mars 2013 susvisé, en mettant en place une surveillance des rejets atmosphériques en continu pour l'ammoniac et en semi-continu pour les dioxines et furannes, dans un délai de 6 mois.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 dudit Code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE

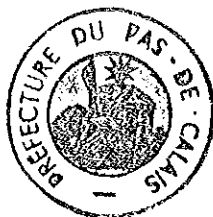
Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de OUTREAU et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de OUTREAU. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B) dont une copie sera transmise au Maire de OUTREAU.

ARRAS, le 11 FEV. 2015
Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département




Anne LAUBIES

Copies destinées à :

- Communauté d'Agglomération du Boulonnais (C.A.B) - Boulevard du Bassin Napoléon – BP. 755 - 62321 BOULOGNE SUR MER
- Sous Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de OUTREAU
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques) à LILLE
- Dossier
- Chrono